

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE DE LA REGION
WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE SCP 327.03

Convention collective de travail du 28/02/2022 remplaçant la convention collective de travail du 25 juin 2014 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (Enregistrement : 19/08/2014 N°123014/CO/327.03)

Chapitre 1^{er}. - Cadre juridique

Article 1^{er}.

La présente convention de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'arrêté royal du 19 septembre 2019 modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Chapitre 2 - Champ d'application

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique exclusivement aux employeurs et aux travailleurs des entreprises de travail adaptées (ETA) subsidiées par la Région wallonne et la Communauté germanophone ressortissant à la SCP 327.03 et aux travailleurs qu'ils occupent.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Chapitre 3 - Définitions

Article 3.

§ 1er. Par "parties", on entend : les organisations patronales et syndicales qui ont signé la présente convention collective de travail

§ 2. Par "comité restreint", on entend : le comité qui est composé des porte-parole ou de leurs délégués, des organisations signataires.

§ 3. Par "fonds social", on entend : le fonds instauré par la convention collective de travail du 21 août 2007 (n° 8 ~~4998~~ arrêté royal du 27 janvier 2008 - Moniteur belge du 13 février 2008) modifiée et coordonnée par la convention collective de travail du 2 avril 2013.

§ 4. Par "arrêté royal", on entend : l'arrêté royal du 19 septembre 2019 modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant les mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Chapitre 4 - Réduction des cotisations patronales de sécurité sociale

Article 4.

Le montant de la réduction de cotisations due aux employeurs est fixé annuellement et par arrêté royal, sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Ministre des Affaires Sociales.

Le produit trimestriel de cette réduction de cotisations est calculé comme suit :

Nombre de travailleurs effectuant minimum 33 p.c. des prestations au cours du trimestre multiplié par le forfait fixé par l'arrêté royal.

Article 5.

Les dotations sont versées par trimestre le quinze du premier mois du trimestre.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le versement se fait le premier jour ouvrable qui suit le quinze. L'Office national de sécurité sociale verse au fonds social, la totalité du produit de la réduction des cotisations auxquelles peuvent prétendre les employeurs selon les modalités définies dans l'arrêté royal.

Article 6.

Le fonds social peut affecter aux frais de fonctionnement et de personnel propre au maximum 1,20 p.c. des dotations attribuées.

Le fonds social formule les propositions d'attribution des emplois aux entreprises de travail adapté conformément aux dispositions de l'arrêté royal.

Chapitre 5 - Engagement en faveur de l'emploi

Article 7.

Conformément à l'article 49 de l'arrêté royal, le produit des réductions de cotisations patronales équivalant à 299,74 € depuis 2020 (Maribel social 1, 2 et 3) est intégralement affecté au financement du salaire mensuel minimum garanti des travailleurs tel que prévu par la convention collective de travail du 28 juin 1996 (n° 42359 - arrêté royal du 23 mai 1997- Moniteur belge du 17 septembre 1997) et la convention collective de travail du 21 octobre 1998 (n° 49411 - arrêté royal du 17 juin 2003 - Moniteur belge du 5 août 2003) en application de la convention collective de travail n° 43 du Conseil national du travail.

Article 8.

§ 1^{er}. Le solde qui subsiste de la différence entre le forfait fixé par l'arrêté royal et le produit des réductions patronales équivalant à 299,74 € depuis 2020 doit être intégralement affecté au financement d'emplois supplémentaires dans les entreprises de travail adapté ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

§ 2. Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal, s'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, un employeur ne peut être exclu du bénéfice des avantages du Maribel social, à condition :

- qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au fonds social, en indiquant la réduction que subit le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein en application de la réduction proposée pendant une année civile complète ;
- que le fonds social approuve la proposition de réduction du volume de l'emploi sur la base de critères objectifs préalablement établis et par décision motivée.

Chapitre 6 - Procédure d'introduction des candidatures

Article 9.

La subvention Maribel social est accordée aux employeurs qui s'engagent à réaliser une augmentation nette du volume de travail après examen du comité de gestion du fonds social.

Au plus tard pour le 30 juin de l'année x+2, le comité de gestion compare par employeur le volume de l'emploi de l'année x avec le volume de l'emploi de l'année x-1 et le volume de l'emploi de l'année x-2. Lors de cette comparaison, le volume de l'emploi est, pour les trois années, diminué du volume de l'emploi réalisé (exprimé en équivalent temps plein) avec les interventions d'un Fonds Maribel social.

Si le volume de l'emploi de l'année x est inférieur au volume de l'emploi de l'année x-1 et est également inférieur au volume de l'emploi de l'année x-2 et si cette diminution n'a pas été approuvée par le comité de gestion après une notification telle que visée à l'article 14, le comité de gestion demande à l'employeur de justifier cette diminution dans un délai d'un mois.

Article 10.

Les employeurs sollicitant une intervention financière "maribel social" introduisent au fonds social un acte de candidature tel qu'annexé par l'arrêté royal.

Article 11.

Le fonds social peut demander des informations supplémentaires aux employeurs en vue d'élaborer son rapport annuel.

Article 12.

Les interventions financières aux emplois supplémentaires sont accordées forfaitairement après réception de l'acte de candidature ainsi que des informations relatives aux prestations trimestrielles en fonction des propositions d'attribution formulées par le fonds social.

Pour les entreprises de travail adapté, l'intervention financière est cumulable avec d'autres aides à l'emploi, pour autant qu'elle soit limitée au coût salarial réel qui est à charge de l'employeur. Il s'agira alors d'un cofinancement et non d'une double subsidiation, toujours interdite.

Article 13.

Le modèle d'acte de candidature ainsi que la liste des documents à y joindre est fixé par le fonds social.

Chapitre 7 - Intervention financière et affectation

Article 14.

Le fonds social détermine les critères à prendre en compte pour l'approbation des actes de candidature.

Article 15.

§ 1er. Conformément à l'arrêté royal, les embauches doivent être réalisées au niveau de chaque entreprise de travail adapté.

Par travailleur équivalent temps plein, le coût salarial du travailleur engagé en application du présent arrêté, peut être limité à un montant fixé par la convention collective de travail applicable ou l'accord-cadre applicable.

L'intervention du fonds social est par ailleurs limitée aux prestations rémunérées effectives et assimilées.

§ 2. Conformément à l'arrêté royal du 18 juillet 2002, il faut entendre par "coût salarial" : la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale. La rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Pour les embauches, priorité sera donnée, en outre, à des fonctions axées sur le renforcement de l'emploi des plus faibles, l'amélioration de l'organisation du travail et l'adaptation ergonomique des postes de travail, d'une part, et à des fonctions destinées à l'amélioration de l'encadrement social et commercial, d'autre part.

Article 16.

Les décisions et propositions du fonds social sont transmises aux ministres compétents et à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Chapitre 8 - Garanties d'utilisation intégrale du produit de réductions de cotisations pour la création d'emplois

Article 17.

Chaque année, le Fonds Maribel social sectoriel rédige, à l'occasion de l'établissement du bilan et du compte de résultats ou des comptes annuels, un rapport sur l'année écoulée selon les points mentionnés à l'art 21/1 de l'arrêté royal du 19 septembre 2019.

Chapitre 9 - Calendrier de réalisation de l'augmentation nette du nombre d'emploi

Article 18.

Les nouveaux engagements et l'augmentation du volume global de l'emploi doivent être réalisés dans les six mois qui suivent la notification de la décision d'intervention financière du fonds social.

Chapitre 10 - Dispositions finales et durée de validité

Article 19.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et remplace à cette date la convention collective de travail du 25 juin 2014 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (Enregistrement : N° 123014/CO/327.03)

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un ^{délai de} préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN VAN HET WAALS

GEWEST EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP PSC 327.03

Collectieve arbeidsovereenkomst van 28/02/2022 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen van het Waals Gewest en de Duitstalige gemeenschap (registratie: 19/08/2014 Nr. 123014/C0/327.03)

Hoofdstuk 1 – Juridisch kader

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en van het koninklijk besluit van 19 september 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van juli 2002 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Hoofdstuk 2 – Toepassingsgebied

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de beschutte werkplaatsen (BW) die worden gesubsidieerd door het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap die onder het PSC 327.03 vallen en op de werknemers die ze tewerkstellen.

Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Hoofdstuk 3 - Definities

Artikel 3.

§ 1. Onder "partijen" wordt verstaan: de werkgevers- en vakorganisaties die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend.

§ 2. Onder "beperkt comité", wordt verstaan: het comité dat bestaat uit de woordvoerders of hun afgevaardigden van de ondertekenende organisaties.

§ 3. Onder "sociaal fonds" wordt verstaan: het fonds dat werd opgericht op basis van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 augustus 2007 (nr. 84958, koninklijk besluit van 27 januari 2008 - Belgisch Staatsblad van 13 februari 2008) gewijzigd en gecoördineerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 april 2013.

§ 4. Onder "koninklijk besluit" wordt verstaan: het koninklijk besluit van 19 september 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

Hoofdstuk 4 - Vermindering van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid

Artikel 4.

Het bedrag van de bijdrageverminderingen voor de werkgevers wordt jaarlijks bij koninklijk besluit vastgelegd, op voordracht van de Minister van Werk en van de Minister van Sociale Zaken.

De kwartaalopbrengst van deze bijdragevermindering wordt als volgt berekend:

Aantal werknemers dat minimaal 33 pct. uitoefent van de prestaties tijdens het kwartaal vermenigvuldigd met het forfaitair bedrag bepaald bij koninklijk besluit.

Artikel 5.

De toelagen worden per kwartaal gestort op de vijftiende van de eerste maand van het kwartaal.

Als deze dag geen werkdag is, gebeurt de storting op de eerste werkdag die volgt op de vijftiende. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid stort aan het sociaal fonds de volledige opbrengst van de bijdragevermindering waarop de werkgevers aanspraak kunnen maken volgens de modaliteiten bepaald in het koninklijk besluit.

Artikel 6.

Het sociaal fonds kan maximaal 1,20 pct. van de toegekende toelagen gebruiken voor de werkingskosten en het eigen personeel.

Het sociaal fonds formuleert de voorstellen tot toekenning van de banen aan de beschutte werkplaatsen overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit.

Hoofdstuk 5 - Verbintenis ter bevordering van de tewerkstelling

Artikel 7.

Overeenkomstig artikel 49 van het koninklijk besluit wordt de opbrengst van de bijdrageverminderingen voor de werkgevers die overeenkomt met 299,74 € sinds 2020 (Sociale Maribel 1, 2 en 3) volledig aangewend voor de financiering van het gewaarborgd minimum maandinkomen van de werknemers, zoals bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 1996 (nr. 42359 - koninklijk besluit van 23 mei 1997 - Belgisch Staatsblad van 17 september 1997) en de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 1998 (nr. 49411 - koninklijk besluit van 17 juni 2003 - Belgisch Staatsblad van 5 augustus 2003) met toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 8.

§1. Het overblijvende saldo uit het verschil tussen het forfaitair bedrag bepaald bij koninklijk besluit en de opbrengst van de bijdrageverminderingen voor werkgevers dat overeenkomt met 299,74 € sinds 2020 moet integraal aangewend worden voor de financiering van bijkomende banen in de beschutte werkplaatsen die ressorteren onder Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waals Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit kan een werkgever, als hij zich verplicht ziet om het tewerkstellingsvolume te verminderen, niet uitgesloten worden van de voordelen van de Sociale Maribel, op voorwaarde dat:

- hij, voorafgaand, per aangetekende brief, de vermindering van het tewerkstellingsvolume meldt aan het sociaal fonds, door de vermindering te vermelden die het tewerkstellingsvolume ondergaat, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, met toepassing van de vermindering voorgesteld tijdens een volledig kalenderjaar;
- het sociaal fonds het voorstel tot vermindering van het tewerkstellingsvolume goedkeurt op basis van objectieve criteria die vooraf werden opgesteld en via een gemotiveerde beslissing.

Hoofdstuk 6 - Procedure voor het indienen van de kandidaturen

Artikel 9.

De toelage Sociale Maribel wordt toegekend aan de werkgevers die zich ertoe verbinden om een netto verhoging te realiseren van het arbeidsvolume tegenover het kalenderjaar 2005, na onderzoek door het beheerscomité van het sociaal fonds.

Uiterlijk tegen 30 juni van het jaar $x+2$, vergelijkt het beheerscomité per werkgever het arbeidsvolume van het jaar x met het arbeidsvolume van het jaar $x-1$ en met het arbeidsvolume van het jaar $x-2$. Bij deze vergelijking wordt voor de drie jaren het arbeidsvolume verminderd met het arbeidsvolume gerealiseerd (uitgedrukt in voltijdse equivalenten) met de tegemoetkomingen van een Fonds sociale Maribel.

Indien het arbeidsvolume van het jaar x lager is dan het arbeidsvolume van het jaar $x-1$ en eveneens lager is dan het arbeidsvolume van het jaar $x-2$ en deze daling niet door het beheerscomité werd goedgekeurd na een melding als bedoeld in artikel 14, vraagt het beheerscomité aan de werkgever om deze daling te verantwoorden binnen de termijn van één maand.

Artikel 10.

De werkgevers die een financiële te-gemoetkoming "Sociale Maribel" vragen, dienen bij het sociaal fonds een kandidatuurstelling in, als bijlage bij voornoemd koninklijk besluit gevoegd.

Artikel 11.

Het sociaal fonds kan bijkomende in-lichtingen vragen aan de werkgevers om zijn jaarverslag op te stellen.

Artikel 12.

De financiële tegemoetkomingen voor bijkomende banen worden forfaitair toegekend na ontvangst van de kandidatuurstelling, evenals van de informatie betreffende de trimestriële prestaties in functie van de voorstellen tot toekenning, geformuleerd door het sociaal fonds.

Voor de beschutte werkplaatsen kan de financiële tegemoetkoming gecumuleerd worden met andere tewerkstellingshulp, voor zover zij beperkt zijn tot de werkelijke loonkosten die ten laste zijn van de werkgever.

In dat geval gaat het om een cofinanciering en niet om een dubbele subsidiëring die altijd verboden is.

Artikel 13.

Het model van kandidatuurstelling, evenals de bij te voegen lijst van documenten wordt vastgelegd door het sociaal fonds.

Hoofdstuk 7 - Financiële tegemoetkoming en aanwending

Artikel 14.

Het sociaal fonds bepaalt de criteria die in aanmerking moeten genomen worden voor de goedkeuring van de kandidatuurstellingen.

Artikel 15.

§ 1. Overeenkomstig het koninklijk besluit moeten de aanwervingen gebeuren op het niveau van elke beschutte werkplaats.

Per voltijds equivalent kan de loonkost van de werknemer, aangeworven met toepassing van dit besluit, beperkt worden tot een bedrag bepaald in de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst of het toepasselijke raamakkoord.

De tegemoetkoming van het sociaal fonds wordt trouwens beperkt tot de effectief vergoede en gelijkgestelde prestaties.

§ 2. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 2002, moet onder "loonkosten" worden verstaan: het brutoloon van de werknemer, vermeerderd met sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever. Het brutoloon omvat het loon en alle vergoedingen en voordelen verschuldigd aan de werknemer door of krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen, evenals de vergoedingen en voordelen verschuldigd krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waals Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

Voor de aanwervingen zal bovendien voorrang worden gegeven aan functies gericht op de versterking van de tewerkstelling van de zwaksten, de verbetering van de arbeidsorganisatie en de ergonomische aanpassing van de arbeidsplaatsen enerzijds en aan functies bestemd voor de verbetering van de sociale en commerciële omkadering anderzijds.

Artikel 16.

De beslissingen en voorstellen van het sociaal fonds worden bezorgd aan de bevoegde ministers en aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

Hoofdstuk 8 - *Waarborgen inzake integraal gebruik van de som van de bijdrageverminderingen voor de creatie van banen*

Artikel 17.

Elk jaar stelt het sectoraal fonds Sociale Maribel, bij de opmaak van de balans en de resultatenrekeningen of de jaarrekeningen een verslag op over het voorbije jaar, overeenkomstig de punten vermeld in art. 21/1 van het koninklijk besluit van 19 september 2019.

Hoofdstuk 9 - *Kalender van realisatie van de netto verhoging van het aantal banen*

Artikel 18.

De nieuwe aanwervingen en de verhoging van het totale tewerkstellingsvolume moeten uitgevoerd worden binnen de zes maanden volgend op de kennisgeving van de beslissing tot financiële tegemoetkoming van het sociaal fonds.

Hoofdstuk 10 – Slotbepalingen en geldigheidsduur

Artikel 19.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2022 en vervangt op die datum de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen van het Waals Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap (registratienummer: N° 123014/CO/327.03)

Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan door elke ondertekenende partij worden opgezegd met een opzeggingstermijn van drie maanden betekend bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waals Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.